



LES FAITS MARQUANTS DE LA REUNION INTERREGIONALE DES PEID: MERCREDI 28 JANVIER 2004

Le matin, les délégués se sont réunis en séance Plénière pour entendre les déclarations des ministres, des chefs de délégation, des Etats observateurs et des chefs d'organisation. Les délégués ont également tenu, le matin, un groupe de discussion sur le thème du renforcement des capacités pour une application plus efficace des sciences et technologies dans les PEID, et un autre, l'après-midi, sur la question des stratégies nécessaires au dépassement des risques, des incertitudes et de la vulnérabilité, dans les PEID. Les délégués devaient ensuite tenir une session de synthèse sur les débats qui ont eu lieu. Le comité de rédaction s'est réuni tout le long de la journée pour poursuivre ses travaux sur le projet de texte de la Stratégie pour la Suite de la Mise en Œuvre du PAB.

LA PLENIERE

Au sujet de la concrétisation du développement durable, PALAU a appelé à de nouvelles mesures applicables aux domaines de la bonne gouvernance, de la croissance démographique et de la consommation durable et, avec l'ILE MAURICE et la PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE ont mis en relief la nécessité de moyens d'exécution concrets. NAURU a décrit les dangers posés par un développement non viable, et le délégué des ILES VIERGE BRITANNIQUES a souligné le besoin de nouvelles mesures en faveur de la durabilité dans les domaines de la pêche et du tourisme, ainsi que pour l'amélioration des soins sanitaires et des décharges, et la garantie de la sécurité alimentaire.

Traitant des questions environnementales, le délégué des SEYCHELLES a appelé à la mise en place de systèmes d'alerte précoce, de plans de gestion des catastrophes et de schémas d'assurance et de réassurance. Il a fait part de ses réserves concernant la destruction des récifs coralliens et des pêches illicites, non documentées et irrégulières. Notant que les PEID figurent en tant que partenaires clés, dans l'ordre du jour climatique, l'Irlande, au nom de l'UE, a souligné l'importance du Traité de Kyoto, du développement de l'énergie renouvelable et de dissémination des technologies d'efficacité énergétique. Le délégué des MALDIVES a décrit les menaces que les changements climatiques font peser sur son pays, et les actions qui y sont entreprises pour y faire face. HAITI a mis l'accent sur le lien entre faible gouvernance et détérioration accélérée de l'environnement.

Au sujet du renforcement des capacités, la GRENADÉ a souligné la nécessité: de développer le capital humain; d'améliorer l'investissement dans l'éducation et la recherche et développement; de renforcer l'implication des jeunes et des femmes; et d'établir des institutions d'apprentissage. SAMOA a souligné l'importance de mettre en place des institutions fortes, de s'assurer d'une utilisation efficace des ressources, et d'accroître les programmes de renforcement des capacités. L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE a donné un aperçu sur ses plans, qui englobent le forçement des capacités humaines et la promotion de la diversité culturelle. L'ONUUDI a plaidé pour un déploiement des technologies utiles à la promotion de l'efficacité énergétique.

Au sujet des stratégies et des institutions de développement durable des PEID, SINGAPORE a parlé des moyens non-conventionnels employés pour la réalisation de la durabilité des res-

sources en eau, à travers la récupération des eaux. NAURU et d'autres ont appelé à l'amélioration de la coopération PEID-PEID. La GRENADÉ a plaidé pour la poursuite du traitement des questions posées aux PEID, à travers l'Unité chargée des PEID au sein du DAES, et l'ILE MAURICE a parlé du besoin de restructurer l'Unité en question. Le Secrétariat de la CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE a informé les participants qu'il entend lancer un programme de travail sur la biodiversité des îles.

Aux sujets de l'aide internationale, l'ILE MAURICE a indiqué que le projet de texte de la Stratégie doit rendre compte clairement des engagements pris par les PEID en faveur du développement durable, aux fins de permettre l'attraction du soutien de la communauté internationale. HAITI a appelé à davantage de ressources financières pour la lutte contre la pauvreté. CARICOM a affirmé que la situation actuelle dans les domaines du transfert des technologies et de l'aide accordée par les institutions financières, décourage l'utilisation des énergies renouvelables. Le PNUD a indiqué qu'il aidera les PEID à édifier des partenariats et à renforcer leurs capacités, et établira un service de petites subventions.

Au sujet de la classification des PEID moins avancés, SAMOA a fait remarquer que les pays les moins avancés (PMA) qui ne répondent pas aux critères de la vulnérabilité économique ne doivent pas être éligibles à la classification, et le délégué des MALDIVES, avec d'autres, a souligné la nécessité de traiter la vulnérabilité des PEID.

Au sujet des questions touchant au commerce, les EMIRATS ARABES UNIS et l'ILE MAURICE ont appelé à des efforts visant à renforcer les préférences commerciales en faveur des PEID. Le CARICOM a déclaré que le non respect des réglementations de la sécurité aérienne et maritime peut avoir un impact défavorable sur le commerce et sur le tourisme dans les PEID.

LES GROUPES DE DISCUSSIONS

VERS DES SOCIÉTÉS DE L'INFORMATION: RENFORCER LES CAPACITÉS EN VUE D'UNE APPLICATION PLUS EFFICACE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DANS LES PEID: Le modérateur du groupe, Albert Binger, de l'Université de West Indies, a souligné l'importance des échanges de vues sur les sciences et technologies (S&T) et, en particulier, sur la production de connaissances, et de l'accroissement des capacités scientifiques et technologiques dans les PEID.

Fabio Fajardo Moros, Cuba, a présenté l'expérience cubaine dans le domaine du renforcement des capacités en matière de S&T, a mis en relief les défis d'ordre techniques posés à l'élaboration de politiques promouvant les technologies écologiquement rationnelles. Il a proposé que les PEID accroissent la coopération Sud-Sud entre les universités.

Mettant l'accent sur le manque d'aptitudes dans le domaine des S&T, dans les PEID, Tu'u'u Luafatasaga Ietitaia Setu Taule'alo, de Samoa, a déclaré que les S&T sont une composante cruciale des programmes de renforcement des capacités et a souligné l'impératif d'intégrer la science dans les programmes éducationnels.

Kanayathu Koshy, de l'Université du Pacifique Sud, a souligné l'importance de l'enseignement de nouvelles aptitudes axées sur la réalisation du développement durable et, en particulier, dans les domaines de la production propre, de la production énergétique et

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Alice Bisiaux <alice@iisd.org>; Lauren Flejzor <lauren@iisd.org>; Prisma Nuengsigkapien <prisma@iisd.org>; Richard Sherman <rsherman@iisd.org> et Hugh Wilkins <hugh@iisd.org>. Edition numérique: Leila Mead <leila@iisd.org>. Version française: Mongi Gadhoun <mongi@iisd.org>. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le gouvernement des Etats-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI, D'FAIT et Environnement Canada), l'agence suisse de l'environnement, des forêts et des paysages (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et DEFRA), le ministère danois des affaires étrangères, et le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2004, par: le PNUE, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux, les ministères suédois de l'environnement et des affaires étrangères, le ministère danois des affaires étrangères, Swan International, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le Ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI). La version française est financée par le ministère français des affaires étrangères et l'IEPF/OIF. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tous renseignements, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD, à <kimo@iisd.org>, +1-212-644-0217 or 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.



de la gestion des déchets. Il a exhorté les agences des Nations Unies et les organisations scientifiques internationales, à aider les PEID à promouvoir la science pour le développement.

Eng Tiang Sing, de l'Institut de l'Environnement de Singapour, a présenté un exposé sur la gestion des déchets dans son pays, décrivant le rôle des S&T dans la collecte et la décharge des déchets, dans leur minimisation et leur recyclage, et dans l'éducation et les partenariats. Notant que les S&T ne sont que des outils, il a indiqué que la volonté politique, l'infrastructure, la planification et les cadres juridiques et réglementaires sont des préalables indispensables à leur application.

Faisant remarquer que les modèles actuels de l'échelle macro fournissent aux décideurs politiques des PEID des données inadéquates pour le traitement des besoins en matière d'atténuations et d'adaptation, Kenrick Leslie, du Caribbean Community Climate Change Centre, a souligné le besoin de mettre en place, dans les PEID, des réseaux de suivi des changements climatiques à l'échelle micro et de fixer des seuils de référence de l'échelle micro.

Irene Freudenschuss-Reichl, ONUDI, a donné un aperçu sur le travail de l'ONUDI dans la facilitation de la détermination des besoins nationaux, sectoriels et particuliers aux entreprises, en matière de transfert des technologies. Elle a souligné l'impératif de soutenir les entrepreneurs, d'encourager la coopération régionale et de mettre en place des projets, et a exhorté les PEID à faire usage des opportunités disponibles en matière de transfert des technologies.

Leonard Nurse, Barbade, a mis en relief la nécessité de communiquer les résultats scientifiques au public, et de convertir les avantages tirés des applications des S&T, en valeurs monétaires. Il a encouragé les PEID à mieux utiliser le savoir local et à se focaliser sur le développement des domaines où ils disposent d'avantages relatifs.

Le Débat: Les participants ont considéré les voies et moyens d'encourager le secteur privé à investir dans les S&T et a noté la nécessité, pour les PEID, d'investir dans la recherche et développement. Un participant a souligné que la liberté de presse et la liberté d'expression sont des conditions nécessaires aux sociétés d'information, et un autre a mis en exergue la nécessité de programmes pertinents et de "l'obtention des droits élémentaires".

RENFORCEMENT DES CAPACITES DE RESISTANCE: STRATEGIES POUR LE DEPASSEMENT DES RISQUES, DES INCERTITUDES ET DE LA VULNERABILITE DANS LES PEID: Le modérateur, Alvaro Umana, du PNUD, a souligné la nécessité de vaincre la vulnérabilité et d'améliorer les capacités de résistance. Signalant que les PEID requièrent un investissement substantiel, notamment, dans le secteur de l'énergie, Bikenibela Paeniu, de Tuvalu, a souligné le besoin de renforcer les capacités de résistance économique et les sources de sources de revenus liées aux ressources disponibles, telles que la pêche.

Notant que, pour être durables, les PEID doivent se focaliser sur les objectifs de la réduction des catastrophes, Rafael Olaya, de la Fédération Internationale des Associations de la Croix Rouge et du Croissant Rouge, a indiqué que la gestion des risques doit être intégrée dans la planification du développement. Il a ajouté que la planification du développement commence par l'évaluation de la vulnérabilité et que les communautés vulnérables doivent déterminer les mesures de réduction des risques en fonction de leurs particularités.

Lino Briguglio, de l'Université de Malte, a expliqué comment les indices de vulnérabilité actuels clarifient que les PEID sont économiquement vulnérables, et a noté le besoin d'élaborer des indicateurs de performance. Il a recommandé que les indices opérationnels soit simples, abordable, transparents et adaptés aux études comparatives temporelles internationales.

Russell Howorth, de la South Pacific Applied Geosciences Commission, a déclaré que la vulnérabilité environnementale des Etats doit être considérée en fonction des évolutions opérées dans le temps, et que les PEID doivent se focaliser sur le renforcement des capacités de résistance.

Albert Binger, de l'Université de West Indies, a déclaré que les PEID pourraient améliorer leurs capacités de résistance, à travers, entre autres, une meilleure représentation et traitement préférentiel au sein de l'OMC, l'établissement de relations plus fortes avec les institutions financières multilatérales, et le transfert des technologies nécessaires à l'amélioration du développement des ressources. Il a encouragé le renforcement de l'AOSIS, un meilleur alignement des politiques étrangères entre les PEID, des liens plus forts entre les capitales et New York, l'amélioration de la coopération et de la communication entre les PEID, le renforcement des institutions du secteur tertiaire, et l'amélioration des capacités de recherche.

Le Débat: John Harding, de la Stratégie Internationale des Nations Unies pour la Réduction des Catastrophes, a parlé de la nécessité pour les PEID de se focaliser sur la réduction des risques de catastrophe (RRC), et a recommandé que les PEID participent à la Conférence Mondiale sur la Réduction des Catastrophes, prévue

en janvier 2005, à Kobe, au Japon. Il a suggéré que les PEID, utilisent la RRC en guise d'instrument de développement durable, et s'assurent que les plans de développement et les Papiers de la Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté, intègrent la RRC.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont considéré, entre autres, la nécessité: d'une aide financière plus importante; d'une plus grande focalisation sur les indicateurs de vulnérabilité sociale; de l'interdiction du transit maritime des déchets radioactifs à travers les eaux territoriales des PEID; d'une productivité et d'une efficacité économique; de la sécurité alimentaire, et d'un rôle pour l'aquaculture marine; et d'un investissement plus significatif dans le développement des ressources marines et côtières.

SESSION DE SYNTHÈSE: Au cours de la session de synthèse, les participants ont retracé les sujets examinés dans le cadre des thèmes des différents groupes de discussion et ont identifié les éléments prioritaires des conclusions des réunions. Un participant a suggéré d'explorer la possibilité d'utiliser les indices de vulnérabilité en vue de minorer les coûts d'assurance. Parmi d'autres sujets évoqués: la nécessité de produits essentiels appropriés pour les situations d'urgence; le rôle des rentrées d'argent provenant des travailleurs émigrés; les effets préjudiciables du système commercial clos, sur les PEID; et le besoin pour les PEID, de diversifier leurs sources de revenus et d'être traités de manière équitable dans le régime de l'OMC. Un participant a souligné l'utilité de faire référence à la participation de la société civile dans la concrétisation des conclusions de la réunion, et un autre, a déclaré que la réunion doit explorer les voies et moyens d'améliorer la coopération Sud-Sud.

DANS LE COMITE DE REDACTION

Dans le Comité de Rédaction, les délégués ont poursuivi leurs travaux autour du projet de texte de la Stratégie, parachevant les libellés des chapitres en suspens du PAB, consacrés au tourisme, à la biodiversité, aux capacités administratives et aux institutions nationales, à la coopération technique et aux institutions régionales, au transport et à la communication, aux sciences et technologies, au développement des ressources humaines, et à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation. Les délégués ont ensuite planché sur les thèmes nouveaux et émergents, et sur thèmes transversaux affectant le développement durable des PEID, notamment, le commerce international et la mondialisation, le renforcement des capacités, l'instauration d'environnements favorables, les institutions nationales et la santé. Selon certains observateurs, la résolution des libellés consacrés à ces thèmes émergents, par les délégations, n'est pas en train d'avancer au même rythme que celle des libellés consacrés aux sujets déjà identifiés dans le PAB. La consultation ministérielle informelle, tenue dans l'après-midi, a été perçue par certains participants comme destinée à exercer une pression sur le comité de rédaction, pour l'achèvement de son travail à temps pour la consultation ministérielle prévue, jeudi matin.

DANS LES COULOIRS

Le matin, dans les couloirs, les échanges allaient bon train, avec nombre de délégués appelant à un alignement des discussions de la Plénière sur le projet de texte de la Stratégie, et à une implication plus importante de représentants de haut rang dans la l'élaboration des conclusions politiques de la réunion. Ce dernier souhait a été exhaussé à travers le démarrage des consultations ministérielles informelles, et de nombreux délégués ont souhaité voir une appropriation plus significative des résultats de la réunion, en haute sphère. Cette appropriation est considérée cruciale compte tenu du fait que la réunion interrégionale constitue, pour les PEID, la dernière chance de se rapprocher les uns des autres et de forger une position commune, avant que la Stratégie soit transmise au G-77/Chine et à la réunion préparatoire internationale, pour considération.

Deux délégués ont souligné le besoin de renforcer l'Unité chargée des PEID et ont encouragé un éclaircissement des rôles et des responsabilités, dans le traitement des problématiques posés aux PEID, au sein du système des Nations Unies.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

PLENIERE: Les délégués se réuniront en Plénière à partir de 9h, pour entendre les déclarations des ministres, des chefs de délégation, des Etats observateurs et des chefs d'organisation. Les participants se réuniront, à partir de 16h pour entamer l'examen du projet de texte de la Stratégie pour la Suite de la Mise en Œuvre du PAB.

ATELIER-SEMINAIRE: Un atelier-séminaire organisé par le PNUD et l'Institution Smithsonian sur le thème "Comment procéder à la conception d'un projet de mise en application," aura lieu de 10h à 13h dans Arawak B.